

À l'échelle de la nation

Autor(en): **Closon, Francis**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **40 (1960)**

Heft 4-5: **Aménagement du territoire travaux publics**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-887515>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A l'échelle de



FRANCIS CLOSON
DIRECTEUR DE L'INSTITUT
NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Le concept d'aménagement du territoire n'est pas neutre. Bien au contraire, il est chargé de données positives, parmi lesquelles celle de géographie volontaire, dans son raccourci fort et dense, est devenue l'une des plus familières.

Accepter la notion d'aménagement du territoire signifie que l'on n'admet plus que les hommes, que les choses laissés à eux-mêmes vont pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Aménager le territoire et, en définitive, le territoire de son pays, implique une prise de conscience profonde, clairement ou obscurément formulée de la nécessité d'ordonner le développement et au total l'acceptation de prendre parti pour agir.

Ceci n'est pas pour autant une proclamation de ce que l'on appelle d'un mot déjà désuet le dirigisme, avec tout ce qu'il comporte de minuties, de détail ou d'arbitraire, il s'agit de bien autre chose. Dès lors que l'on constate que le jeu sans contrôle des forces économiques conduit à des concentrations comme l'agglomération parisienne et l'atonie, pour ne pas dire l'abandon d'immenses régions telles le Sud-Ouest et le Centre et que l'on juge que ces phénomènes sont dommageables pour la Nation, l'indifférence n'est plus concevable.

Un pas plus loin vers l'analyse montre que, dans les nations modernes du type occidental, l'infrastructure de base est l'œuvre de l'État, c'est-à-dire que les investissements onéreux, que les aides substantielles qui orientent les productions, l'emploi, sont à la charge des finances publiques, donc de la collectivité. Bien grande serait la légèreté de l'État représentant la Nation et ordonnateur de ses dépenses s'il se contentait d'octroyer ses subsides se désintéressant de la conséquence de ses engagements financiers.

La plainte des provinces à l'égard du pouvoir central n'est pas d'aujourd'hui, l'histoire déjà longue d'un pays comme la France en donne maints exemples; à la revendication des notables et des Assemblées de province s'est substituée aujourd'hui celle des parlementaires, des conseils généraux, des régions économiques. Elle est amplifiée par tout ce que les moyens d'information et de communication de notre temps peuvent donner à de semblables causes.

Dans sa forme la plus rudimentaire l'aménagement du territoire est d'abord un choix parmi les multiples sollicitations dont est saisi le pouvoir central, il conduit inexorablement à une décision au profit des uns, et par voie de comparaison au détriment des autres car la preuve est faite que la dilution des moyens ne résoud aucune situation, si elle peut dans le très court terme apporter l'apaisement passager que procurent les compromis.

Si aménager est choisir entre deux provinces également aimées, aménager est aussi former des projets et déjà préparer l'avenir.

la Nation

par Francis Closon

Le concept d'aménagement du territoire ne se sépare plus d'un minimum d'appareil technique, d'un ensemble d'études préalables destinées à donner aux efforts accomplis, au nom de la collectivité, leur rendement social optimum.

L'État qui, de même que les grandes compagnies industrielles, investit l'argent des autres, a le devoir de rechercher la meilleure utilisation des capitaux qui lui sont confiés par la collectivité. Avant d'être étendue au secteur public, l'étude de la localisation a été avancée par le secteur privé en vue d'un rendement optimum. Au niveau d'une Nation, la notion de rendement optimum est certes plus complexe, elle ne se ramène pas à un simple calcul de prix de revient, salaires, transport, disponibilité de main-d'œuvre, d'énergie, de matières premières. Dans son sens large l'aménagement du territoire se confond avec la politique générale de la Nation. Il est bien évident qu'il serait ridicule de prévoir un vaste réseau d'irrigation de culture sans penser aussi aux débouchés sur le marché intérieur et les marchés étrangers.

Ici aménager le territoire signifie études de la consommation et négociation d'accords commerciaux, ou encore équilibres à trouver à l'intérieur de la Communauté européenne, l'aménagement du territoire se distingue mal du Plan dont il apparaît l'incarnation par l'action directe sur les hommes et sur le pays où s'écoule leur vie.

Il serait vain de vouloir interdire l'émigration vers Paris de main-d'œuvre inemployée en province sans organiser durablement l'emploi de cette main-d'œuvre là où elle se trouve ou en d'autres lieux d'accueil.

Au total aménager le territoire de son pays c'est prendre conscience de la solidarité qui naît de l'appartenance à un même territoire, ou si l'on préfère saisir le problème sous son autre aspect, comprendre qu'aujourd'hui à l'intérieur d'une Nation les déséquilibres profonds ne sont plus tolérables, que l'indifférence conduit aux brusques ressauts, aux solutions tardives et hâtives dont il ne sort que rarement du bien.

Telle est semble-t-il la déclaration d'intention que peuvent faire les « aménageurs » ; que leur œuvre soit imparfaite qui n'en pourrait douter. Il suffit d'en considérer l'ampleur et les précisions nécessaires. Que tous ne puissent être satisfaits simultanément c'est le postulat même de l'aménagement, la recherche et la réalisation d'un nouvel équilibre ne se font point sans déranger les situations existantes et fixer des priorités dans l'utilisation de ressources nécessairement limitées.

Francis CLOSON